

# Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



**Dr. Andrew Gwodog**

**Le business, en toute assurance...**

Au Gabon, le nom de Andrew Crépin Gwodog est associé à différentes activités en rapport avec le secteur des assurances. L'ancien étudiant de l'une des prestigieuses universités des assurances du Cameroun dirige aujourd'hui l'une des plus importantes institutions financières du pays. Portrait. p.4

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

## L'ESSENTIEL

### MEDEF International

**Au Gabon, l'enthousiasme pour les entreprises françaises renaît peu à peu**

Du 5 au 6 décembre dernier, une mission de prospection conduite par le Medef, le Mouvement des entreprises de France international s'est déroulée à Libreville. Objectif : explorer les opportunités d'investissements dans les secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures (routes, rails, BTP...), pêche, numérique et environnement.



Lire p.8 - 9

### GRANDE DISTRIBUTION

**La guerre des supermarchés fait rage**

Le secteur de la grande distribution a explosé au Gabon ces dernières années. 507 milliards de FCFA de chiffre d'affaire pour ce marché en augmentation de près de 10% par an.



Lire p.13

### MOBILE BANKING

**E-banking, M-banking... un allié incontournable pour les banques au Gabon**

Tous les autres secteurs ont tous ou presque fait leur propre révolution. Celui de la banque connaît depuis quelques années déjà des profondes mutations, essentiellement dans les usages de ses services.

## BANQUES - ASSURANCES & GRANDE DISTRIBUTION



### Le Gabon, une place financière émergente

Aujourd'hui, le secteur bancaire gabonais s'anime avec l'arrivée de nouvelles banques commerciales dans un marché occupé par 7 établissements et caractérisé par un taux de bancarisation qui atteint 50%. Le développement est rapide, mais la marge de progression reste importante.



BONNE ANNÉE  
**2023**



## + À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Découvrez gratuitement l'actualité économique du Gabon

### NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

#### 7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

#### 6. LA DISTRIBUTION

Les 12 000 journaux édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...



#### 1. CONSTANCE

Maintien d'une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie. Respect de la déontologie du métier : relater, relayer l'information telle qu'elle nous est transmise et après vérification.

#### 2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

#### 3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

#### 4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

#### 5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.



L'ensemble de ces vecteurs de communication est à votre disposition selon vos messages à transmettre, votre actualité, le public à atteindre et la période concernée.

**4294 BD DE LA NATION BORD DE MER - LIBREVILLE**

Immeuble B.I.C.P Bord de mer - BP: 4562 Libreville / Gabon

Tél.: + 241 (0) 11 44 11 62 - Email : ecomiegabon+2023@gmail.com

# Gabon, terre promise pour les investissements dans la finance ?

Avec un taux de bancarisation qui atteint à peine 50%, le Gabon fait partie des pays qui semblent avoir pris le devant par rapport à certains pays comme le Cameroun en matière d'inclusion financière en Afrique et dans le monde.

Mais la situation est encore plus grave dans le domaine de l'assurance, dont le taux de pénétration dans le pays est d'à peine 1,27%, les Gabonais étant enclins à ne souscrire que des polices obligatoires telles que l'assurance automobile. Cependant, ces retards du Gabon et de bien d'autres pays d'Afrique subsaharienne, sont autant d'opportunités à saisir par les investisseurs du secteur financier, selon une étude du cabinet américain de conseil en stratégie Bain & Company. A en croire cette institution de référence, en effet, les banques et les compagnies d'assurance qui s'installent dans cette partie du monde peuvent miser sur une progression de leurs revenus de l'ordre de 20 à 30%.

Cette analyse vaut d'autant plus pour le Gabon que, précise Fabrice Franzen, spécialiste des services financiers chez Bain & Company, «la meilleure stratégie (pour les investisseurs) est certainement de prendre des parts de marché à des prix raisonnables, sur les marchés qui ne sont pas trop compétitifs, comme le Cameroun, la RD Congo, la Côte d'Ivoire. »

Les conclusions de l'étude de Bain & Company, présenté comme étant l'un des trois principaux cabinets de conseil en stratégie et management dans le monde, ne sont pas restées lettres mortes. En effet, depuis fin 2013, l'on assiste à une sorte de déferlante sur le territoire gabonais, de divers acteurs du secteur financier. Il s'agit notamment de grands groupes bancaires africains et des compagnies d'assurances, qui ouvrent des filiales au Gabon ou alors conduisent actuellement des projets dans ce sens.

À l'aube de la nouvelle année, nous voulons vous souhaiter une bonne et heureuse année et une bonne santé, pour vous-mêmes et vos proches. Nous voulons vous remercier de votre fidélité à lire ÉCONOMIE GABON+ chaque mois, de vos encouragements, de vos suggestions. Merci également de vos critiques bien utiles et de votre indulgence dans les domaines où nous avons encore à progresser.

Tout au long de l'année 2022, nous avons apprécié de recevoir vos réflexions sur les différentes thématiques que vous pu aborder consacrées à l'actualité économique de notre pays. Grâce à vos suggestions, nous avons pu cerner les attentes des lecteurs et lectrices que vous êtes. Ceci illustre aussi notre intention d'évoluer vers un journal de plus en plus interactif, véritable support d'échange et de partage entre les lecteurs et les journalistes de notre rédaction.

L'année 2022 a marqué nos esprits. Jamais nous n'aurions imaginé que des considérations sanitaires prennent à ce point le pas sur les affaires du monde. Que la vie sociale, économique, associative puisse ainsi s'étioler. Que la sphère de notre quotidien soit quasiment réduite à notre habitation. Terminés le travail en entreprise, les cours à l'école, les compétitions sportives, les offices religieux, les loisirs associatifs, les concerts, le théâtre, le cinéma. Nous avons vécu une année au ralenti. Passée la sidération, nous nous sommes organisés, avons découvert qu'une vie moins agitée présentait de l'intérêt, qu'avec une activité humaine plus réduite la nature reprenait sa place, y compris dans les villes, que la concentration urbaine n'était pas la panacée et qu'il était possible de vivre différemment.

Pour 2023, nous osons être confiants. La crise sanitaire est derrière nous. Nos efforts et ceux de nos gouvernants doivent maintenant se concentrer sur la relance de l'économie de proximité. Il en va de la préservation de notre tissu social et de la bonne santé psychologique des citoyens. Bonne et heureuse année 2023!

**PHILIPPE CHANDEZON  
ET JR DJOUE DABANY**

## PORTRAIT

**Dr. Audrew Gwodog**  
le business, en toute assurance... Lire p. 4

## VIE ECONOMIQUE

De **nouveaux billets** de banque mis en circulation pour la zone CEMAC Lire p. 5

## MEDEF INTERNATIONAL

Au Gabon, l'enthousiasme pour les entreprises françaises renaît peu à peu Lire p. 8 & 9

L'opérateur français des télécoms, Orange au Gabon? Lire p. 9

## DOSSIER

Le Gabon, une place financière émergente Lire p. 10

L'Afrique, une terre à conquérir pour les assureurs Lire p. 11

**E-banking, M-banking...** un allié incontournable pour les banques au Gabon Lire p. 11

**Le mobile money** : entre prouesses et défis Lire p. 12

La **guerre des supermarchés** fait rage Lire p. 13

La BDEAC lance son emprunt obligataire de 78 milliards de Fcfa à Libreville Lire p. 13

## INDUSTRIE

Des journées industrielles pour vanter le « Made in Gabon » Lire p. 15

**Directeur de la publication**  
Philippe CHANDEZON  
pchandezon@gmail.com  
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

**Régie publicitaire :**  
MEDIAGAB  
Tél: +241 (0) 11 73 18 80

**Rédacteur en Chef**  
JR DJOUE DABANY  
jean-rovys.dabany@outlook.fr  
Cel. : +241 62 85 92 49

**Siège social**  
1266 Bd de la Nation Bord de mer -  
Libreville Immeuble BICP, BP  
4562 Libreville- Gabon  
Tél. +241 ( 0) 11 44 11 62

**Secrétaire Commerciale**  
Brandy MENGUE  
Cel. : +241 11 73 18 80  
065 14 36 60

Site Internet :  
www.economie-gabon.ga  
Facebook : facebook.com/  
economiegabon.plus  
Twitter : twitter.com/  
EconomieGabon  
LinkedIn : linkedin.com/in/  
economiegabonplus

**Publicité & marketing :**  
241 (0) 11 73 18 80  
servicecommercial@economie-  
gabon.ga

**Directeur artistique & infographie**  
Lionel PEMBA MENSAH  
Cel. : +241 65 69 30 63

**Informations légales**  
MEDIAGAB Société editrice de :  
Economie Gabon+  
RCM N°RG LBV 2019B22899  
Numéro statistique : 47809 P  
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

## IMPRESSION





# Dr. Andrew Gwodog

## Le business, en toute assurance...

**Au Gabon, le nom du Dr. Andrew GWODOG est associé à différentes activités en rapport avec le secteur des assurances. L'ancien étudiant de l'Institut International des Assurances (IAA) de Yaoundé, prestigieuse école de formation professionnelle de la Conférence Inter Africaine des Marchés d'Assurances (CIMA), dirige aujourd'hui, l'une des plus importantes institutions financières du pays. Portrait.**

Après des études primaires et secondaires dans le Moyen-Ogooué (Mevang et Ndjolé) et dans l'Ogooué-Maritime (Port-Gentil), il accède à l'Université Omar Bongo à la suite de l'obtention de son baccalauréat série B. Il est de la Génération du «BAC D'OR» du Lycée d'Etat de Port-Gentil et s'inscrit à la Faculté de Droit et Sciences Economiques(FDSE) en 1992 où il a obtenu une licence en Sciences Economiques, option Economie Privée.

À la suite d'un concours d'entrée, il a intégré l'Institut International des Assurances de Yaoundé (Cameroun), où il a obtenu une maîtrise en sciences et techniques d'assurances en octobre 1998, faisant de lui le premier gabonais diplômé du cycle MST-A ; et par ailleurs, le premier gabonais diplômé de ce cycle et de cette école à avoir été promu Directeur Général d'une société d'assurance et de réassurance.

Lorsqu'il intègre en 1996 l'Institut International des Assurances de Yaoundé, au Cameroun, le Dr. Andrew GWODOG ne s'imagine pas que sa carrière professionnelle le porterait à la tête de la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), le seul réassureur du pays et premier d'Afrique Centrale, créée en février 2012.

En effet, le Dr. Andrew GWODOG embrasse le secteur à peine ses études en assurances achevées à Yaoundé. Sa passion et son goût pour la perfection l'ont progressivement propulsé sur les hautes marches du secteur qui le hisse au

rang d'expert en assurances les plus chevronnés de son pays et de la zone CIMA-CEMAC.

Avant de diriger la SCG-Ré dont il est Co-Fondateur avec feu Edouard-Pierre VALENTIN pour le compte de l'État Gabonais, l'emblématique et charismatique Administrateur-Directeur Général, a passé plusieurs années à mettre son expertise au profit du secteur des assurances dans la zone CIMA.

Il a occupé, et occupe encore, d'importantes fonctions managériales au sein des entreprises d'assurances gabonaises et africaines et des postes de Représentations dans les conseils d'administration et associations professionnelles ; en mettant à contribution son expertise au profit des entités telles que : NSIA Assurances VIE Congo (Groupe NSIA), OGARVIE (Groupe OGAR), UAG VIE (Groupe SUNU), Fédération Gabonaise des Sociétés d'Assurances et des Réassurances (FEGASA) qu'il préside depuis 2018, l'Organisation Africaine des Assurances(OAA) dont il est Membre du Bureau Exécutif pour le compte de l'Afrique Centrale depuis 2018, l'Association des Réassureurs Africains, la Société de Garantie du Gabon (filiale 'Okoumé Capital), la Nouvelle Société de Réassurance de Côte-d'Ivoire(NCA Ré) et de plusieurs sociétés d'assurances et de réassurance, de banques et institutions financières gabonaises et africaines.

En 2015, après 18 ans d'expérience professionnelle dans le secteur des assurances au Gabon et

en Zone CIMA, il s'est inscrit au programme du doctorat DBA de Paris School of Business, en partenariat avec le Laboratoire d'Economie Appliquée de l'Université Omar Bongo, où il a soutenu avec une mention "Très bien" en janvier 2017, sa thèse doctorale professionnelle (DBA Professionnel) sur le thème «L'assurance et la croissance économique en Zone CIMA-CEMAC».

L'ouvrage issu de ses travaux a été primé « Prix Jean Julien Codjovi » en 2020, lors de la 44ème Assemblée Générale de la FANAF à Libreville(Gabon) face à six (6) autres concurrents assureurs, écrivains et chercheurs.

En sus, sur le plan universitaire, il est enseignant dans les écoles supérieures de commerce et d'assurance au Gabon et chercheur associé au Laboratoire d'économie appliquée du Prof. Albert ONDO OSSA à la Faculté de Droit et Sciences Économiques de l'Université Omar Bongo.

Il est également le fondateur de l'Institut de Formation en Assurance et Gestion (IFAG), une première du genre au Gabon.

Sur le plan politique et associatif, le Dr Andrew GWODOG est militant et élu local pour le compte du Parti Démocratique Gabonais (PDG), Co-Fondateur et Président d'honneur de l'Association Gabon 25 «G25».

Suite à un remaniement ministériel en 2015, il fait son entrée au Gouvernement de la République

Gabonaise, en qualité de Ministre Délégué auprès du Ministre chargé de la Protection de l'Environnement, des Ressources Naturelles, de la Forêt et de la Mer ; un portefeuille qu'il a brillamment géré pendant un peu plus d'un an, avant de regagner son fauteuil d'Administrateur-Directeur Général de la SCG-Ré.

Ceux qui ont côtoyé cet ancien Ministre le définissent comme un "passionné" des assurances.

Une réputation qu'il ne dément pas, car c'est sous son leadership avéré que la Société Commerciale de Réassurance, la SCG-Ré, a procédé à l'augmentation de son Capital Social par Appel Public à l'Épargne, une première dans le secteur des assurances et de la réassurance, en novembre dernier. Une opération complexe, mais qui a été couronnée d'un grand succès avec la mobilisation 5,56 milliards de francs CFA sur le marché financier de l'Afrique Centrale et de la sous-région, soit 113% de souscription.

Il faut rappeler que la société dirigée par le Dr. Andrew GWODOG, depuis le lancement de ses activités en 2012, fait 11,5 milliards de chiffre d'affaires moyen, constitue 9,3 milliards de provisions techniques et paie en moyenne 2,6 milliards de sinistres par an pour un résultat moyen de 720 millions de F CFA, soit une rentabilité de 20%.

# De nouveaux billets de banque mis en circulation pour la zone CEMAC

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac) a mis en circulation depuis le 15 décembre, de nouveaux billets de banque dans les six pays de la Communauté économique de l'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale).

Sur des affiches et banderoles annonçant ces nouveaux billets, la BEAC souligne que ce sont des billets « plus compacts, plus modernes et mieux sécurisés » qu'elle a mis en circulation.

« Pour la fabrication de ces billets, la BEAC a utilisé une technologie qui met une longueur d'avance sur les contrefacteurs. Ces billets comportent des signes de sécurité modernes et difficilement falsifiables », a expliqué à l'agence, jeudi, Emmanuel Asafor Sho, directeur adjoint national de la BEAC pour le Cameroun.

« C'est une technologie qui a permis d'améliorer significativement la qualité de la circulation fiduciaire en remplaçant progressivement les billets de la gamme 2002, le plus souvent usés, par des billets neufs de la gamme 2020 », a-t-il ajouté soulignant que « pour s'assurer de l'authenticité d'un billet, il suffit d'appliquer la méthode « TRI », méthode simple, rapide et efficace qui

associe trois gestes : Toucher, Regarder, Incliner ».

Cette nouvelle gamme arrive après celle de 2002, soit 20 ans plus tard. Selon la Banque des États de l'Afrique centrale, ces nouveaux billets ont été mis en circulation ce 15 décembre conformément à la décision prise le 7 novembre dernier à Douala par le comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC).

La BEAC avait souligné dans un communiqué en novembre dernier que malgré la mise en circulation de nouveaux billets de banque de la gamme 2020, les billets de la gamme 2002 continuent d'être en vigueur dans la Communauté économique de l'Afrique centrale (CEMAC).



LA REDACTION

➤ Affrètements aériens, vols à la demande  
*charter and on-demand flights*

➤ Location  
*Aircraft leasing*

➤ Achat et vente d'avions  
*Aircraft sales and purchase*



VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :  
VMS AERO, your aero partner with a global presence :

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :

Email : [contact@vms.aero](mailto:contact@vms.aero)

Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02



# BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

IMMOBILIER

PROMOTION

CONSEIL

EXPERTISE

*Philippe* CHANDEZON  
*et ses collaborateurs*  
*vous souhaitent*  
*de bonnes fêtes de fin d'année*  
*et vous présentent leurs*  
*Meilleurs Voeux*  
*pour*  
*2023*  
*avec de nouveaux*  
*projets immobiliers*

IMMEUBLE BICP - BORD DE MER  
1266, Boulevard de la Nation(Quaben)  
B.P. 4562 Libreville - Gabon  
Tél: +241 11 73 18 80 / 011 73 17 55  
Port: + 241 65 31 70 00  
E-mail:pchandezon@gmail.fr





*Le Directeur de Publication, le Comité de Rédaction et l'Équipe Commerciale vous remercient pour votre confiance et vous souhaitent des Joyeuses Fêtes de fin d'année*



# MEDEF INTERNATIONAL



## Au Gabon, l'enthousiasme pour les entreprises françaises renaît peu à peu

**Du 5 au 6 décembre dernier, une mission de prospection conduite par le Medef, le Mouvement des entreprises de France international s'est déroulée à Libreville. Objectif : explorer les opportunités d'investissements dans les secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures (routes, rails, BTP...), pêche, numérique et environnement.**

Organisée en collaboration avec l'ambassade de France au Gabon, la mission conduite en terre gabonaise, début décembre, par le MEDEF International avait pour but d'explorer les opportunités d'investissements dans le pays dans des secteurs d'activités stratégiques et à fort potentiel. Les domaines visés sont notamment l'industrie, le BTP, le numérique, l'agriculture, le commerce, l'énergie, la transformation et bien d'autres.

Près d'une trentaine de sociétés françaises, des grandes entreprises y étaient représentées. Déjà présentes dans divers secteurs, tels que l'énergie, le minerais, le BTP, le commerce..., 85 filiales d'entreprises françaises sont représentées au Gabon avec un CA cumulé de près de 3 milliards d'euros, tous secteurs d'activités confondus, exceptée la banque.

La délégation, conduite par Jean-Michel GUELAUD, Président du conseil d'entreprises France-Afrique centrale de MEDEF International et Président de Sogea-SATOM, considère le Gabon comme un terrain favorable aux investissements français en raison d'une conjoncture favorable.

« La volonté de travailler ensemble pour construire les offres utiles au développement des entreprises gabonaises est perceptible. Ce qui me réjouit, notamment, c'est l'entrain et la volonté de toutes les entreprises de participer à une nouvelle ère, à une nouvelle façon de travailler entre la France et le Gabon, entre les entreprises et les pouvoirs publics pour des partenariats publics privés », a souligné Jean-Michel Guelaud.

Pour répondre à ce défi, le Gabon s'est doté d'un programme national très ambitieux, le PAT, Plan d'Accélération de la Transformation, qui repose sur la mobilisation

d'investissements privés internationaux, notamment sur des modèles de partenariats publics-privés. Un programme qui nécessite la mobilisation de 5 milliards € pour développer et financer quatre filières : le bois, les mines, l'agriculture mais aussi les hydrocarbures (en particulier, le développement de l'exploitation et de l'utilisation du gaz à des fins industrielles et domestiques).







Dans l'ordre des priorités, la mission d'entreprises de MEDEF International au Gabon a retenu les domaines tels que les filières des industries extractives (hydrocarbures et mines), le développement de la filière transformation du bois, le développement des services numériques et enfin l'établissement de structures et établissements de santé.

Grâce à son potentiel sous-exploité en matière de ressources naturelles (bois, minerais...), le Gabon entend consolider son économie en profitant de l'expérience française. Un sentiment partagé par les entreprises membres de la FEG, Fédération des Entreprises du Gabon, l'organisation patronal gabonaise qui compte surtout s'appuyer sur l'expertise du Medef international pour accompagner le développement des entreprises qui opèrent au Gabon.

Durant son séjour en terre gabonaise, le premier réseau d'entrepreneurs français intervient au moment où le pays est

considéré à l'échelle internationale comme un partenaire fiable et stable, au regard de la mise en place d'une économie de transformation diversifiée dans les secteurs du bois, de la pêche, de l'éco-tourisme, des services financiers entre autres. Ce partage d'expérience entre le MEDEF et la FEG participe à la création de richesses et au développement de notre pays.



En rappel, le MEDEF a participé aux travaux organisés par l'Agence Nationale de la Promotion des Investissements du Gabon dans le cadre du projet « Invest in Gabon » aux côtés du Fonds d'Investissements Stratégiques (FGIS), de la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDC), de la Fédération des Entreprises du Gabon (FEG) ainsi que du Secrétariat Exécutif du Conseil National du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT). Session au cours de laquelle les opportunités d'investissement dans les secteurs clés de croissance de l'économie et les principales réformes mises en place afin de faciliter l'investissement dans notre pays ont été présentées.

La mission du Medef au Gabon intervient à environ quatre mois de la visite officielle du président français Emmanuel Macron, prévue entre mars et avril 2023.

Philippe CHANDEZON

## L'opérateur français des Télécoms, Orange au Gabon?

**L'ambition des autorités d'ouvrir l'économie gabonaise à l'investissement privé et à la concurrence n'est pas nouvelle. Le pays a libéralisé le marché des télécommunications depuis 1999. Le secteur est aujourd'hui contrôlé par le duopole Airtel-Libertis, filiale de Gabon Telecom, lui-même filiale de Maroc Telecom. Avec une population d'environ 2 millions de personnes pour deux opérateurs, le pays reste un immense marché inexploité.**

L'arrivée de l'opérateur français Orange dans le pays, a été évoquée lors de la mission du MEDEF International début décembre. Bien qu'à l'étude, l'implantation d'un troisième opérateur mobile au Gabon, est à la fois symbolique et stratégique pour le groupe qui a fait de l'Afrique le cœur son développement. Les dirigeants d'Orange ont fait du continent une priorité au regard du potentiel énorme de croissance.

Le défi se révèle donc de taille. D'autant que les deux opérateurs qui se partagent le marché des communications électroniques concentrent chacun (57%) des parts pour Gabon Telecom et 42,13% pour son concurrent Airtel, d'après les récentes données de l'autorité de régulation. D'après certains observateurs, c'est plus l'attrait bancaire qui intéresse Orange qui a fait du paiement mobile une véritable révolution.

Depuis une dizaine d'années, Orange a lancé dans plusieurs pays



où il est implanté le système de paiement par mobile à tel point que l'opérateur téléphonique s'est transformé en opérateur multiservice, ce qui représente environ 9% du chiffre d'affaires du groupe, avec une croissance de plus de 25% d'une année à l'autre.

L'Afrique va devenir d'ici 2025 la région la plus rentable du groupe avec un taux de croissance des revenus supérieurs à 5%. Et Orange profite pleinement de l'appétit de ses 120 millions de clients pour l'internet mobile.

L'objectif affiché par les autorités gabonaises depuis la libéralisation du secteur consiste à redynamiser le secteur du numérique et faire du Gabon un hub des innovations technologiques en Afrique. Pour l'heure, les consommateurs espèrent quant à eux que l'arrivée d'Orange va ouvrir la voie à une véritable concurrence à leur profit.

JR DD

# Le Gabon, une place financière émergente

**Il y a encore dix ans, le taux de bancarisation dans le pays dépassait à peine 20%. Avec 40% des parts de marché, BGFIBank domine largement le secteur bancaire gabonais.**



Aujourd'hui, le secteur bancaire gabonais s'anime avec l'arrivée de nouvelles banques commerciales dans un marché occupé par 7 établissements et caractérisé par un taux de bancarisation qui atteint 50%. Le développement est rapide, mais la marge de progression reste importante. Et c'est précisément ce potentiel de croissance, conjugué à une réelle vitalité économique, qui suscite un tel intérêt pour le marché bancaire gabonais. Les projections sont encourageantes et les perspectives de rentabilité motivantes.

A ce dynamisme des banquiers s'est ajouté celui des opérateurs téléphoniques, dont les solutions de mobile banking séduisent un nombre croissant de Gabonais. Des analystes saluent d'ailleurs les progrès du Gabon en matière de promotion de l'inclusion financière. Selon les chiffres officiels, les deux opérateurs du marché de la téléphonie mobile au Gabon, Airtel et Libertis, cumulent à eux seuls un parc de près de 1,5 millions d'utilisateurs des services de mobile money.

Le mouvement est chaleureusement encouragé par le gouvernement qui a également contribué à ce décollage bancaire

en imposant, depuis quelques années déjà, la bancarisation des agents publics. Sans oublier le secteur de la microfinance qui a offert à de nombreux Gabonais, parmi les plus modestes, des solutions de gestion et de financement plus accessibles.

Reste encore à développer le marché boursier qui ne décolle pas et qui peine à convaincre les entreprises comme les investisseurs. Et pourtant, mobiliser l'épargne locale pour financer l'économie reste à ce jour un élément indispensable à l'émergence de tout pays.

Selon une récente étude du service économique pour l'Afrique centrale, de la Direction du trésor général français et portant sur le secteur bancaire sous-régional, trois banques dominent le marché et concentrent plus de 75 % des emplois. Il s'agit de : BGFIBank, BICIG et UGB. Dans cette cartographie, BGFIBank reste le leader du marché suivi par la BICIG et UGB. Sur les 1 764 Mds FCFA de crédits en février 2019, BGFIBank concentre 40 % des parts de marché, loin devant UGB (19 %), BICIG (19 %) et les quatre autres banques qui totalisent ensemble 22 %.

Néanmoins, s'agissant du nombre de comptes ouverts dans les banques, la situation varie : UGB occupe la première place avec 36 % des comptes bancaires ouverts au Gabon, suivi de BICIG avec 28 %, Ecobank (12 %) et BGFIBank qui ne revendique « que » 11 % des comptes.

Les banques gabonaises ont, en effet, adopté des stratégies différentes, chaque établissement semblant cibler un créneau précis. Ainsi, sur le segment des entreprises, BGFIBank domine le marché avec plus de 3 000 entreprises clientes et 47 % des parts de marché des dépôts des entreprises.

Ecobank et UBA totalisent respectivement 3 900 et 1 650 entreprises clientes mais ne possède chacune que 4 % des parts de marché des dépôts des entreprises. Les deux banques sont effectivement plutôt tournées vers les petites entreprises qui ont des montants de dépôt



moins élevés. Citibank se démarque avec un dépôt moyen par entreprises élevé, de 362 000 FCFA (55,5 M FCFA de dépôts en février 2019 pour 153 entreprises). Sa clientèle d'entreprises est en effet constituée majoritairement de grandes entreprises internationales issues du secteur pétrolier.

JR DJOUE DABANY

# L'Afrique, une terre à conquérir pour les assureurs

**Le continent africain est largement sous-assuré. Un constat qui reste d'actualité, mais qui pourrait bien changer dans les années à venir. En progrès, le continent africain rattrape peu à peu son retard dans le domaine de l'assurance personnelle : la croissance du marché atteint les 10% par an. Mais le chemin est encore long.**

Prise dans sa globalité, l'Afrique représente un marché de 15 milliard d'euros : c'est à peine plus d'1% du marché mondial, quand le continent concentre 1/7 des habitants du globe. Les contrats signés en Afrique sont aux deux tiers des contrats d'assurance-vie : les 34% restant cumulent assurance auto, domicile, ou dommages corporels.

Si le chemin à parcourir est important, c'est en raison d'un taux de pénétration très faible des compagnies au sein de la population des pays d'Afrique. A titre d'exemple, il n'atteint que les 0,59% en Algérie contre 10% en France et dans l'Europe de l'Ouest. Résultat : la place occupée par l'activité assurantielle atteint juste les 3% du PIB. C'est moins que la moyenne mondiale.

Mais le tableau n'est pas homogène. L'Afrique du Sud concentre à elle seule 80% des contrats assurantiels en Afrique. Dans ce pays, le taux de pénétration atteint les 15%, un chiffre élevé même au regard de la moyenne mondiale et un cas unique en Afrique. Loin derrière mais nettement devant l'Afrique subsaharienne.

Par exemple, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie sont les autres États où le secteur est avancé. Dans le reste du continent, l'assurance est sous exploitée et la forte croissance de cette zone aiguise les appétits. Aussi, plusieurs groupes se sont positionnés ces dernières années pour aller à l'assaut du marché. Attijariwafa bank et bien d'autres groupes ont

tous développé leurs réseaux en direction de l'Afrique subsaharienne.

Mais les acteurs régionaux font aussi leur apparition comme le groupe sud-africain Sanlam et Assinco. Pour ces groupes, le marché a mûri et les produits innovants comme les contrats d'assurance via téléphone portable devraient leur permettre de se développer encore rapidement à l'avenir.

JR DJOUE DABANY

## E-banking, M-banking... un allié incontournable pour les banques au Gabon

**Tous les autres secteurs ont tous ou presque fait leur propre révolution. Celui de la banque connaît depuis quelques années déjà des profondes mutations, essentiellement dans les usages de ses services.**

Dans les relations qu'entretiennent les banques et leurs clients, des nouvelles tendances voient le jour. La raison : L'instantanéité, la distanciation et l'interactivité qui sont incontestablement les dénominateurs communs qui entraînent cette révolution.

Aujourd'hui, les banques gabonaises s'efforcent de répondre aux attentes des clients hyperconnectés en quête permanente de la meilleure expérience client. De ce fait, les banques rivalisent pour assurer un meilleur service grâce en particulier au numérique. «Le M-banking se démarque clairement comme canal digital de référence devant le e-banking. C'est une nouvelle tendance qui a été renforcée par la nouvelle réglementation et qui permet une entrée en relation complètement digitalisée», explique Boris Assoumou, expert du Digital Banking.

Pour peu que l'on s'intéresse

à l'essor du digital au Gabon, il est assez aisé de constater que le secteur financier, notamment bancaire, est un domaine précurseur. Pour preuve, il y a de cela plusieurs années que les banques ont pris le virage du digital afin de répondre aux besoins d'une clientèle de plus en plus connectée. Aujourd'hui, le digital a permis d'accélérer l'inclusion financière, qui demeure toujours un défi pour les pouvoirs publics et les acteurs financiers au niveau national.

La montée en puissance du digital n'a pas été sans conséquence sur le modèle d'affaires des banques traditionnelles, sachant que les fintech prennent davantage de place dans le paysage financier. Il y'a cependant, plusieurs défis existants aujourd'hui qui ont été identifiés comme la nécessité pour les banques de s'ouvrir à son écosystème et rechercher l'innovation en vue d'enrichir les parcours clients, s'appuyer sur les données d'usage pour mieux

anticiper les besoins clients et connaître leur préférence en termes de canaux.

Des banques comme United Bank for Africa (UBA), BGFIBANK, l'ont compris et n'ont pas un seul instant hésité de saisir cette opportunité. C'est le cas de la filiale gabonaise de Atlantic Finance Group, la BICIG. Depuis deux ans, elles accompagnent des startups installées au Gabon. Le but : proposer des services bancaires à ceux qui ne sont pas bancarisés en leur donnant accès à un portefeuille électronique. Mais les passionnés du secteur comme Oscar Metongho estime en revanche que le mobile money ne peut pas être une réponse définitive pour ces clients. Problème, d'après lui, « les porte-monnaies électroniques actuels sont tout aussi chers que d'avoir un compte en banque. Et de fait, ces gens ne se bancarisent pas alors qu'ils pourraient avoir bien plus de services, comme un accès au crédit,

en ayant un compte en banque ». Pour pallier cela, les deux opérateurs de téléphone au Gabon ont investi dans le paiement mobile. Un système qui permet de retirer, déposer ou transférer de l'argent depuis son téléphone, en un seul clic.

L'utilisateur doit simplement ouvrir un compte sur Internet ou en boutique. Les deux opérateurs ont réalisé au dernier trimestre de l'année 2021, 8,9 milliards de FCFA contre 7,9 milliards en 2020.

Airtel et Libertis, les deux acteurs du secteur, ont mis sur le marché de nouveaux produits pour fidéliser leur clientèle et attirer de nouveaux abonnés. Airtel Money Gabon et Moov Africa ont introduit le tout nouveau service : « Mobile Banking » en partenariat avec certaines institutions financières de la place. Une intégration multi facette de leur portefeuille monétique.

JR DJOUE DABANY

# Le mobile money : entre prouesses et défis



**De plus en plus, des millions de personnes en Afrique utilisent leur téléphone portable pour transférer de l'argent ou payer leurs factures, en envoyant un simple SMS. Au Gabon, les paiements mobiles connaissent un taux de croissance fulgurant depuis quelques années.**

Payer avec son téléphone mobile n'a rien de compliqué. Imaginez un chauffeur de taxi, qui effectue chaque jour des transactions en espèces. Avec le mobile money, il peut non seulement effectuer des paiements plus simplement (et sans le risque physique de transporter de l'argent liquide), mais aussi faire le compte de ses transactions.

Le paiement par mobile sans contact, qui a été un échec cuisant en Occident, est un énorme succès en Afrique. Gage de sécurité et de rapidité, le mobile money ou encore argent mobile est également décrit comme un outil d'inclusion économique dans les pays en voie de développement.

Le succès de cette révolution tient essentiellement au fait que le nombre de téléphones mobiles en circulation dans ces pays est très supérieur à celui des comptes en banque. Au Gabon, le taux de pénétration du portable est ainsi de 3 millions d'abonnements à la téléphonie mobile, un taux de pénétration de 144% depuis

2019, (soit plus d'un téléphone par habitant), alors que seuls 35% disposent d'un compte en banque.

Le mobile money comptait il y'a quelques années environ 30 millions d'utilisateurs actifs dans le monde, notamment dans les pays comme le Kenya, pionnier dans le paiement mobile. D'après les géants du secteur comme m-Pesa en tête, 1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas de compte en banque, mais ont un téléphone portable et sont «économiquement actifs».

De quoi aiguïser les appétits des opérateurs téléphoniques tels que Airtel Gabon qui propose depuis plus de 6 ans déjà des services d'argent mobile aux populations non bancarisées.

Au Gabon, le secteur a largement été dominé par les banques mais depuis quelques années, ces institutions voient l'arrivée d'autres acteurs, au premier rang desquels les opérateurs de téléphonie mobile comme Airtel et son concurrent Libertis. La marque la plus emblématique à ce jour est

sans doute airtel money, le service lancé en 2012 par cet opérateur qui porte le même nom, et qui revendique plus d'1 million d'utilisateurs.

Le système, qui repose sur un réseau de 40 mille agents (commerçants ou autres), permet aux personnes travaillant en ville d'envoyer de l'argent à leur famille au village de façon plus sûre et moins chère que s'ils devaient effectuer eux même le voyage ou confier leur argent à un tiers. Il leur permet également de mettre de l'argent de côté, sans pour autant aller ouvrir un compte en banque.

En juin 2019, le pays comptait au total 800 mille d'abonnés à un service d'argent mobile, et l'argent en dépôt sur ces comptes dépôts avoisinait les 2 milliards de FCFA, selon l'autorité gabonaise de régulation des télécoms, qui pointait un taux de pénétration de la téléphonie mobile qui se situerait à 157%, avec 2 829 165 abonnements.

«Le service de transfert d'argent par téléphone por-

table est devenu un outil clé pour les paiements et les transactions, en raison principalement de sa facilité d'utilisation et de son faible coût», explique Gérard Tsinga, employé de Libertis.

Mais au Gabon, Airtel également présent dans plusieurs pays fait face à son principal concurrent, Libertis, filiale du groupe marocain Maroc Télécom. Les deux opérateurs ont dû proposer des solutions technologiques aux banques afin d'offrir le paiement mobile à leurs clients. « Nous pensons que cela permettra une accélération du développement des services bancaires », estime Gérard Tsinga.

L'usage du mobile pousse les banques locales à déployer de nouvelles formules associant l'ouverture d'un compte sur mobile avec l'obtention d'une carte bancaire.

# La guerre des supermarchés fait rage

Le secteur de la grande distribution a explosé au Gabon ces dernières années. 507 milliards de FCFA de chiffre d'affaire pour ce marché en augmentation de près de 10% par an.



Au Gabon, le secteur de la grande distribution reste l'instant dominé par trois principaux opérateurs : en tête, la Compagnie d'exploitations commerciales africaines connue plus sous l'appellation de Ceca-Gadis avec plusieurs enseignes (CECADO, GÉANT CKDO, Supergros, Intergros) qui scelle presque 65% des parts du marché. Son principal concurrent, Prix Import devenu depuis un an Carrefour Prix Import avec 30% des parts du marché. Ensuite, l'enseigne Casino Mbolo avec seulement 12% qui ouvre uniquement dans la capitale, Libreville.

Carrefour Prix Import entend bien grignoter d'avantage des parts pour rattraper le leader Ceca-Gadis positionné uniquement sur les formats hyper et supermarchés dans chaque ville du pays. La stra-

tégie du groupe Carrefour Prix Import est simple : couvrir toute la gamme de la petite surface en centre-ville. Le groupe compte également sur les très grandes surfaces low-cost qu'il pourrait ouvrir d'après des sources internes au sein du groupe dirigé par Bernard Azzi Oyiba.

Et ce n'est pas tout : le groupe prévoit de construire à l'horizon 2023 d'autres surfaces supplémentaires. La bataille entre les trois groupes ne fait que commencer mais elle va se jouer dans des villes comme Port-Gentil ou Franceville où Ceca-Gadis est déjà présent depuis des années et pratique les prix tout bas. Objectif pour le groupe dirigé par Michel Essonghé, séduire d'avantage des Gabonais qui restent fidèles pour l'instant à 80% au commerce traditionnel.



Depuis un an, la bannière de Carrefour flotte devant les enseignes du distributeur gabonais Prix Import, fondé il y'a 30 ans par le libanais Bernard Azzi Oyiba. L'arrivée du distributeur français bouleverse un secteur largement dominé la Compagnie d'exploitations commerciales africaines connue plus sous l'appellation de Ceca-Gadis, bientôt centenaire.

Prix Import est devenu depuis décembre 2021 Carrefour Prix Import. Le groupe compte au total 1000 salariés dans le pays et une dizaine de supermarchés installés en majorité dans la capitale, Libreville où Ceca-Gadis détient un réseau très structuré de 150 magasins (Cecado, Gaboprix, Intergros...) dont certains sont appelés à se moderniser. Le groupe dirigé par Michel Essonghé s'est lancé dans la numérisation de ses métiers et services, qu'il s'agisse de la vente et du conseil ou de la logistique et de la gestion des entrepôts.

Mais face à l'arrivée d'un nouvel acteur comme le français Auchan avec l'implantation de 5 magasins, Ceca-Gadis et son principaux concurrents devront multiplier leurs investissements sur un marché de plus en plus convoité mais surtout dynamique. La crise sanitaire mondiale n'a pas épargné le secteur de la distribution. La chute de la fréquentation des points de vente pendant cette période se situait en moyenne autour de 3%. Mais les spécialistes du secteur estiment que le marché de la distribution connaîtra une forte croissance au cours des 5 prochaines années grâce à la hausse des prix du baril du pétrole.



En dépit de la perte de certains gros clients, comme Bouygues et Sodexo, qui ont quitté le pays, Ceca-Gadis qui compte plus de 2000 employés ne voit pas d'un mauvais œil l'arrivée d'autres acteurs. Au directoire du groupe, on explique que la résilience et la combativité leur ont permis de résister à certains chocs et que l'ambition du groupe a toujours été d'engager la transformation profonde de l'entreprise, en changeant son modèle de management et en prenant des décisions stratégiques.

L'alliance Ceca-Gadis-Intermarché est un nouveau challenge qui sera bénéfique pour les activistes des deux groupes ce qui permet également de conforter le rôle majeur de Ceca-Gadis dans l'économie nationale. Avec un CA de 160,9 milliards F CFA en 2021, Ceca-Gadis compte tirer profit dans la perspective de l'arrivée annoncée d'Auchan. Une nouvelle qui n'ébranle pas les dirigeants du groupe soutenu par l'Etat gabonais et par les investisseurs dont les identités sont tenues confidentielles.

En plus de sa connaissance du terrain, Ceca-Gadis mise sur sa présence dans tous les segments du commerce. Outre le détail, il s'est positionné sur la vente en gros, grâce à l'enseigne Supergros, et dans le demi-gros, à travers la marque Intergros, qui dispose de plus de douze magasins sur le sol gabonais. La future concurrence est prévenue.

# La BDEAC lance son emprunt obligataire de 78 milliards de FCFA à Libreville



**Les responsables de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) ont lancé ce vendredi 9 décembre à Libreville, en présence du ministre gabonais de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty Mbou, le nouvel emprunt obligataire de cette institution financière de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Les souscriptions sur cet emprunt baptisé «BDEAC 6% net 2022-2029», rémunéré à 6% sur 7 ans, s'étendent du 7 au 21 décembre 2022. L'objectif est de collecter 78 milliards de FCFA qui permettront de financer les projets de développement dans la sous-région.**

La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) boucle son programme triennal d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne (APE). La dernière opération de ce programme a été présentée ce 9 décembre à Libreville. Elle s'intitule «BDEAC 6% net 2022-2029» et entend récolter 78 milliards sur les marchés de la Cemac.

Selon le vice-président de cette Banque communautaire, Marcel Ondelé, la BDEAC revient à l'assaut du marché financier régional, conformément au programme d'émission obligataire prévu dans son plan stratégique 2017-2022. Il s'agit donc de solliciter les investisseurs pour un montant de 78 milliards de francs CFA. Les présentations faites aux investisseurs, aux opérateurs économiques et à tous les potentiels souscripteurs, font savoir que l'opération a reçu le feu vert du régulateur du marché financier, la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf). Elle sera rémunérée au taux annuel de 6% sur une maturité de 7 ans avec un différé de deux ans.

A raison de 10.000 FCFA la valeur nominale du titre, l'institution que dirige le Camerounais Dieudonné Evou Mekou a fixé, le minimum de souscriptions à 10 obligations correspondant à 100 000 francs CFA. Les titres souscrits seront par la suite inscrits à la cote de la Bourse des valeurs mobilières

d'Afrique centrale (Bvmac) ; ce qui permettra

aux obligataires de les céder sur le marché secondaire et de réaliser éventuellement des dividendes.

Des projets dans la sous-région financée pour environ 1985 milliards

Le vice-président de la Banque laisse entendre que «depuis sa création, la BDEAC a financé des projets dans la sous-région pour environ 1985 milliards de francs CFA». «Des projets de développement dans notre sous-région qui permettent aujourd'hui l'amélioration des conditions de vie de la population et de réaliser certaines infrastructures physiques, mais aussi une bonne création d'emplois dans notre région», a-t-il ajouté, précisant qu'en République gabonaise, «le portefeuille de la Banque est composé d'une vingtaine d'opérations estimée à un montant de 385 milliards de francs CFA».

Ils concernent notamment le port minéralier d'Owendo, le plan d'insertion et de réinstallation des populations affectées par les bassins versants de Gué-Gué, la réhabilitation de la Transgabonaise, l'aménagement de la route PK 5 – Pk 12.

Mme Roboty Mbou, par ailleurs présidente du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la BDEAC, «félicite ces initiatives qui montrent que la zone Cemac est en train de décoller, parce que nous avons ces questions financières, mais à côté, nous avons également

les questions d'intégrations qui, par le Pref-Cemac, commencent à montrer des résultats satisfaisants». Ce qui fait dire au président de la Cosumaf, Nagoum Yamassoum, que «ces opérations sont la preuve que ce marché peut être une source alternative de financement de notre développement», d'autant plus qu'il «y a des liquidités dormantes dans nos pays».

À noter que selon le vice-président de la BDEAC, cette institution, «dans les 5 années prochaines, a pour ambition de devenir le partenaire de choix pour les opérateurs économiques tant publics que privés en se positionnant comme une institution moderne, socle du développement durable des économies de l'Afrique centrale». Et au terme du programme triennal, elle respectivement pu mobiliser dès 2020, 106 milliards de francs CFA alors qu'elle demandait 100 milliards sur les marchés. Pour la deuxième année en 2021, elle a pu mobiliser environ 115 milliards. «Toutes ces ressources ont permis à la Banque de soutenir plusieurs projets majeurs dans notre sous-région dans le cadre de l'accomplissement des missions statutaires de la BDEAC», a laissé entendre Marcel Ondelé.

# Des journées industrielles pour vanter le «Made in Gabon»

«Ancrer le Gabon sur la voie du développement industriel durable et inclusif». C'est la thématique de la première édition des journées industrielles organisées du 10 au 12 novembre dernier pour valoriser l'expertise locale en matière de créativité. D'après les organisateurs, cet événement vise à présenter le niveau d'avancement du tissu industriel et les opportunités d'investissement du pays afin d'améliorer la compétitivité du secteur.



« On a fait une proposition de la création d'une banque d'investissement qui n'existe pas au Gabon, explique-t-il. Comme les industries ont besoin de financements sur une période assez longue, nous avons donc proposé que l'épargne collectée au Gabon puisse accompagner les industries du Gabon aujourd'hui».

Fabriqueur des transformateurs électriques utilisés dans l'éclairage public, Parfait Duffy Bibang, PDG de La Gabonaise d'Énergie, estime que l'État gabonais n'accompagne pas suffisamment les industriels locaux. « Il faudrait que l'État protège les entreprises existantes et leur alloue des marchés qui protègent nos entreprises », avance-t-il. Malgré un réel frémissement, la part de l'industrie au PIB du Gabon est encore marginale. Elle est d'environ 8% seulement.

LA REDACTION

Au programme de ce rendez-vous des Journées de l'industriel, plusieurs activités, notamment les panels d'échanges et de discussions, mais aussi les stands d'exposition. Pour rappel, les Journées de l'industriel gabonais ont enregistré une participation d'environ une centaine d'entreprises, dont des filiales de multinationales à l'image du marocain Ciments de l'Afrique.

«On a amené avec nous deux tonnes de ciment pour présenter à la population gabonaise les produits qu'on commercialise. Dans le stand direction technique, nous avons exposé les sacs d'un produit qu'on a lancé depuis à peu près un an et demi. En termes d'image, de communication et la visite des stands par le chef de l'Etat, je pense que c'est un point positif», s'est réjoui Yves Rapotchombo, directeur commercial de Cimaf Gabon, filiale du groupe marocain Ciments de l'Afrique.

L'initiative gouvernementale a permis de «jeter les bases de la

concertation nationale, en donnant la parole aux acteurs concernés afin d'échanger autour des principaux points de blocage qui entravent aujourd'hui le développement du secteur, ainsi que les défis qui restent à surmonter», a souligné Pacôme Moubélet Boubeya, ministre gabonais de l'Industrie.

Pour les exposants, ce fut l'occasion soit de nouer des partenariats ou de faire une veille sur leur marché. C'est le cas de Jessica Allogo, fondatrice de la startup « Les Petits Pots de l'Ogooué », qui tient un stand très fréquenté depuis l'ouverture des Journées de l'industriel.

Durant ces journées, les industriels ont posé le problème d'accès au financement pour accroître leurs capacités de production. Henri Claude Oyima, président de la Fédération des Entreprises du Gabon a appuyé cette doléance.

Meilleurs  
Voeux  
2023  
Even'Jet  
Tout pour la fête!  
By CoCo



*Vous souhaite une  
Bonne et Heureuse Année*

*2023*

